

SPARTACIST



édition française

no. 5 le 3 mai 1974

X-523

0,50F-\$.25

LE BOLCHÉVIK

B.P. 135 10

75463 PARIS CEDEX 10

l'OCI ET LES PRESIDENTIELLES:

Pas Seulement une Bêtise, mais un Crime

[Cet article est une version plus longue de l'article paru dans Workers Vanguard No. 43, le 26 avril 1974]

La mort subite du président Pompidou le 2 avril a donné au front populaire un nouveau sursis. Les forces qui composent l'Union de la Gauche—le PC, le PS et les radicaux de gauche—totalisèrent 42 pour cent des voix lors des élections législatives de mars 1973. Aux élections présidentielles du 5 et 19 mai, leur part des voix risque d'augmenter car la lutte des classes s'est accentuée dans les derniers mois. Mais que le nombre des voix augmente, ou même que l'Union de la Gauche remporte les élections, cela ne signifie en aucun cas une victoire pour la classe ouvrière.

Car, bien sûr, la bourgeoisie, dans des circonstances normales, ne fait pas appel aux partis ouvriers pour administrer les affaires de l'Etat capitaliste—même quand les partis ouvriers sont aussi grossièrement réformistes que le sont le PC et le PS, et même quand ils se sont engagés dans une coalition de collaboration de classe avec des partis bourgeois. Une des principales conditions pour que la bourgeoisie laisse un front populaire se former et venir au pouvoir, c'est que les partis capitalistes traditionnels soient en banqueroute politique totale.

C'est le cas en France aujourd'hui. Le gaullisme est une forme de bonapartisme dans lequel les formes parlementaires ont été conservées mais ont été très limitées dans les faits par un pouvoir exécutif fort, afin de réduire à néant l'influence des 2/5 de l'électorat qui vote socialiste ou communiste. De Gaulle était capable de s'élever au-dessus des partis grâce à sa forte personnalité, ses liens étroits avec l'armée et l'opinion très répandue dans la bourgeoisie qu'il était la seule alternative, soit au chaos gouvernemental (comme sous la Quatrième

République), soit à la participation au pouvoir du PC. C'est grâce à des manoeuvres habiles que Pompidou put continuer, sous une forme affaiblie, la tradition gaulliste de l'état fort.

Mais bien que M. Jacques Chaban-Delmas jouisse d'une certaine popularité dans l'UDR et dans certaines sections de la petite-bourgeoisie, il est loin d'être un personnage puissant et autoritaire dans la tradition de feu le général. D'ailleurs il fut pendant un temps un radical-socialiste et fut ministre dans les cabinets Mendès-France et Guy Mollet dans les années 50. Durant son mandat comme Premier Ministre (de 1969 à 1972) il perdit graduellement le contrôle réel de son cabinet et dut démissionner après la vague de scandales de 1971-72.

De plus, la bourgeoisie française n'est pas unanime, par les temps qui courent. Les pressions croissantes dues à la dégradation de sa position internationale ont produit des divisions non négligeables dans la classe dirigeante française. Depuis la mort de Pompidou, les leaders de différents groupes aux intérêts concurrents se chamaillent pour arriver au sommet du tas des candidats gaullistes. Ainsi, Chaban-Delmas et Giscard d'Estaing représentent deux conceptions différentes de l'intégration européenne, des relations avec les Etats-Unis, et des possibilités de coalitions avec les forces centristes en France. A cette division parmi les gaullistes s'ajoute encore la candidature de l'ultra-conservateur Royer, qui a, entre autres, à son actif une campagne contre l'avortement et une proposition de loi rétablissant l'apprentissage à 14 ans au lieu de l'école obligatoire jusqu'à 16 ans.

Dans le meilleur des cas, si des élections parlementaires devaient avoir lieu aujourd'hui, l'UDR et ses alliés atteindraient tout juste la majorité (et peut-être même pas autant) de telle sorte que

Qu'est-ce qu'un Journal de Masse? par LEON TROTSKY... 8

les gaullistes auraient en fait à compter avec le soutien des forces centristes de Lecanuet. Bref, la victoire électorale de Chaban ou de Giscard serait un retour aux gouvernements faibles du genre de ceux de la Quatrième République plutôt qu'une victoire pour le gaullisme.

LA MONTEE DES LUTTES OUVRIERES

La deuxième des conditions préalables à la formation d'un front populaire et à son élévation au pouvoir, c'est une montée des luttes ouvrières, qui risque de déborder des limites du capitalisme. Cela aussi, c'est le cas en France aujourd'hui. Depuis la longue grève de Lip l'an dernier, qui a eu une très grande popularité, les grèves en France ont été de plus en plus fréquemment marquées par la formation de comités de grèves des militants de base des différents syndicats, par des occupations d'usines et par de l'agitation pour des revendications comme celle d'une échelle mobile des salaires (évaluée d'après l'indice syndical et non celui du gouvernement). Il y a eu aussi une vague de grèves, comme celle, toujours pas terminée, des mineurs de Lorraine, des grèves locales sur les chantiers navals de St Nazaire, chez les ouvriers de l'automobile du Mans et les ouvriers de l'électronique en Moselle (*Manchester Guardian Weekly*, 13 avril).

De plus la montée de la combativité ouvrière s'est étendue à des domaines qui n'étaient pas notablement affectés par les grèves dans le passé. La grève des employés de banque à Paris (dans laquelle les groupes ostensiblement trotskystes ont tous pris part) s'est étendue à un grand nombre de banques (provoquant ainsi des troubles financiers considérables). Les ouvriers en grève ont rejeté la capitulation partielle des banquiers et s'en tiennent toujours à leurs revendications du début. A cela s'est ajoutée la grève des employés de la Bourse, qui a obligé la Bourse à fermer.

Ces grèves ont lieu à un moment où le gouvernement français, qui n'a pas pu enrayer l'inflation galopante—12 pour cent en 1973, et bien au-dessus de ce chiffre cette année—n'a pas pu non plus faire porter tout le poids des difficultés économiques à la classe ouvrière. Et quoique les règlements de conflits et les arrangements qu'ont fait les bureaucrates syndicaux aient été bien au-dessus de ce qu'une direction syndicale révolutionnaire aurait pu faire, ils n'ont pas non plus été de ces écrasantes défaites qui étouffent la combativité ouvrière, ni non plus produit de baisse importante du pouvoir d'achat (en contraste avec les Etats-Unis où les salaires ont en fait baissé de plus de 4% l'an passé). Bien au contraire le désarroi manifeste de la bourgeoisie française (comme celui de ses voisins anglais, allemands et italiens) n'a fait que stimuler la combativité ouvrière.

MITTERRAND: UN ALLENDE FRANÇAIS DE DROITE

François Mitterrand est le candidat unique des partis de gauche. Premier Secrétaire du PS, il est aussi un des piliers du front populaire qu'est l'Union de la Gauche, et de son Programme commun. Ce Programme ne promet pas seulement de garder intact

l'Etat bourgeois, il promet même de conserver la Constitution actuelle, gaulliste et anti-démocratique. Les nationalisations se limiteraient à 40 compagnies, environ, des banques et des compagnies d'assurances pour la plupart, et avec *rachat* bien entendu.

Qui plus est, ce programme contient une clause explicitement anti-communiste, qui avait été utilisée par le gouvernement de front populaire des années 30 contre les trotskystes. Selon cette clause : "Les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits conformément à la législation établie en 1936". Bien que dirigée contre les fascistes, cette clause donne la garantie que dans le cas d'une confrontation armée avec la police ou l'armée de l'Etat bourgeois, ce seront les capitalistes qui détiendront les fusils.

Comme nous l'avons écrit lors des législatives l'an dernier :

"Le programme commun de gouvernement est une main gantée tendue à la bourgeoisie par le principal parti ouvrier, le PC. C'est un programme *bourgeois* de réformes qui conserve le cadre général du capitalisme. Demain, la main gantée deviendra le poing cuirassé de la répression, quand le PC se servira de l'appareil de l'Etat bourgeois pour écraser les ouvriers en grève qui croyaient que l'Union populaire était leur gouvernement."

- voir *Spartacist*, édition française
No. 3; *Workers Vanguard* No. 17,
mars 1973

De temps à autres Mitterrand fait tout de même quelques concessions au socialisme : Dans un discours à un Congrès extraordinaire de son parti le 8 avril, il proclamait : "Nous ne mettrons pas le mot socialisme dans notre poche. Le socialisme est synonyme de liberté." Il réaffirma la validité du Programme commun mais défini aussi sa propre plateforme électorale en 5 points : "Des hommes plus libres, une société plus juste, une monnaie plus forte, un peuple plus fraternel et une France plus présente" (*Le Monde*, 10 avril) et pour prouver encore plus nettement son attachement au maintien du capitalisme, Mitterrand déclara dans une interview avec C.L. Sulzberger du *New York Times* (le 17 avril) "je ne suis pas marxiste... je ne trahirais sûrement pas l'OTAN."

De son côté, le PC se hâta aussi d'offrir son assurance qu'il se conduirait d'une façon "responsable." G. Marchais annonça à l'ORTF :

"Ce que nous voulons, c'est un gouvernement qui conduise les affaires de la nation et un Parlement qui ne soit pas une chambre d'enregistrement... Le parti communiste ne formule pas d'exigences démesurées. Il représente une force sans laquelle il n'est pas possible de réaliser les transformations nécessaires mais il ne prétend pas pour autant à un rôle hégémonique."

- *Le Monde*, 12 avril 1974

Pour prouver sa bonne foi, la CGT s'empressa d'annuler la manifestation du 1er mai de peur que les gauchistes ne s'emparent de l'occasion pour troubler la paix sociale juste avant les élections.

LA FRANCE, C'EST LE CHILI

Quelques mois à peine après la défaite chilienne, les bureaucrates à la tête du prolétariat français s'ap-

prêtent à prendre le même chemin. Les mains liées par ses alliés bourgeois autant que par son profond réformisme, Allende, incapable d'exproprier la bourgeoisie en tant que classe, ne put que s'attirer ses foudres. Ses hésitations pavèrent le chemin à la victoire de la dictature militaire bonapartiste et contre-révolutionnaire. Les masses auxquelles on avait dit de compter sur les "traditions démocratiques" de l'armée, furent laissées sans armes (ni physiques ni politiques) en face du coup d'Etat de septembre. La trahison du PC et du PS chiliens a directement conduit au massacre de milliers d'ouvriers et de militants de gauche.

La version Allende du front populaire était, relativement parlant, plutôt "de gauche". Il est vrai qu'elle était "née de la lutte des masses" comme ses défenseurs pseudo-trotskyistes aiment à le faire remarquer (mais tous les fronts populaires le sont). Et pourtant le front populaire n'est pas l'expression de cette lutte, mais bien plutôt une dernière tentative de la part de la bourgeoisie de repousser la révolution en faisant participer les partis ouvriers réformistes de masse à la gestion du régime capitaliste, au moment où les partis capitalistes ne sont plus en mesure de maintenir l'ordre tout seuls. Sa tâche est de détourner la classe ouvrière de sa lutte pour le pouvoir.

Tous les fronts populaires n'aboutissent pas à de sanglants coups d'Etat, comme celui qui a marqué la fin du gouvernement Allende. En France les fronts populaires plus insipides des années 36-38 et 46-48 purent être balayés par un simple processus de remaniement ministériel. Il y a de fortes chances que le gouvernement d'Union de la Gauche finisse de la même façon. Mais ce serait néanmoins une défaite importante pour la classe ouvrière. Dès son arrivée au pouvoir en 1936, le front populaire brisa la grève générale, et sa chute mena tout droit au régime fasciste de Vichy. De même l'effondrement du front populaire d'après guerre conduit à une décennie d'instabilité gouvernementale et finalement au coup d'Etat gaulliste de 58. Appeler à voter pour Mitterrand c'est préparer un nouveau chapitre dans l'histoire des trahisons.

Mitterrand et Marchais ne veulent pas voir la réalité. Tout de suite après le coup d'Etat au Chili, Marchais déclarait à la radio que "le Chili n'est pas la France" (*France Soir*, le 13 septembre 1973). A présent Mitterrand passe sur les ondes pour déclarer qu'il n'y aurait aucun danger de coup d'Etat militaire s'il était élu Président, car, contrairement à l'armée chilienne que "tout le monde" croyait démocratique mais qui ne l'était pas, l'armée française, elle, était "véritablement" démocratique (le 12 avril, ORTF). La gauche française se refuse aussi à tirer les leçons de l'histoire ("C'était différent à cette époque-là") préparant un piège perfide pour la classe ouvrière.

LES PSEUDO-TROTSKYSTES DANS LE SILLON DU FRONT POPULAIRE

Un bon nombre des organisations d'extrême gauche, y compris les diffuseurs de *Rouge*, l'hédomadaire de l'ex-Ligue Communiste qui a annoncé sa reconstitution en tant que Front Communiste Ré-

volutionnaire (FCR) lors d'un meeting à la Mutualité le 10 avril dernier, les groupes Révolution, Pour le Communisme, l'AMR et la Cause du Peuple courent frénétiquement après ce bureaucrate de gauche vendu qu'est Piaget dans l'espoir de le persuader de se présenter comme candidat unique de l'extrême gauche, comme pendant à Mitterrand pour la gauche traditionnelle.

Piaget est un exemple typique du bureaucrate syndicaliste militant, capable de mener des luttes, mais qui finit tout de même par capituler devant les patrons (cf. "Les leçons de Lip," *Workers Vanguard* No. 42, 12 avril 1974). Piaget lui-même a déclaré qu'il n'est pas marxiste, et il appartient à une organisation explicitement catholique à l'intérieur de la CFDT. Mais "l'extrême gauche" n'a pas eu beaucoup de succès dans sa tentative de persuader Piaget de se présenter. Son parti, le PSU, a refusé de le laisser se présenter, tout occupé qu'il est à s'accrocher aux basques de Mitterrand et de l'Union de la Gauche.

Le FCR a alors déclaré qu'au cas où Piaget ne se présenterait pas, il présenterait à sa place Alain Krivine au premier tour et soutiendrait Mitterrand au deuxième. Le FCR prétend pouvoir justifier son soutien à la collaboration de classe en déclarant que l'Union de la Gauche n'est pas vraiment un front populaire, puisque le PC en détient l'hégémonie et que les radicaux en sont une force insignifiante. Ces pseudo-trotskyistes rejettent l'analyse de classe du front populaire—qui est une coalition entre partis ouvriers et représentants directs d'une partie de la bourgeoisie—et proposent à la place une sorte de "dynamique" mystique. Ils veulent bien admettre que l'Union de la Gauche serait un front populaire si une majorité dans la bourgeoisie tentait d'imposer l'Union de la Gauche pour étouffer la lutte des classes, mais puisque c'est la base qui essaye de l'imposer contre la volonté de la bourgeoisie il mérite d'être soutenu. (Bien sûr cela voudrait dire que les fronts populaires de France et d'Espagne dans les années 30 n'étaient pas des fronts populaires non plus.)

C'est ainsi que le Front "Communiste" "Révolutionnaire" affirme ouvertement que ce sont les illusions des travailleurs et non pas l'analyse marxiste qui déterminent sa ligne politique. Krivine, à la Mutualité le 10 avril a caractérisé ainsi la position du FCR devant les ouvriers: "Nous préférons Piaget, mais si au second tour vous votez pour Mitterrand, nous voterons avec vous." Au même moment il reconnaît que si le candidat de l'Union de la Gauche est élu, "le pouvoir restera dans les mains de la bourgeoisie."

LA POLITIQUE DE L'OCI: PAS SEULEMENT UNE BETISE, MAIS UN CRIME

Aux dernières élections l'OCI présenta plusieurs candidats contre l'Union de la Gauche au premier tour, tout en votant au second tour, et là où elle n'avait pas de candidats, pour les candidats du PC et du PS seulement. Elle critiqua vivement la Ligue Communiste (aujourd'hui le FCR) pour avoir voté pour tous les candidats de l'Union de la Gauche (au deuxième tour). L'OCI avait raison de le dé-

noncer comme une capitulation devant le front populaire. Voilà que maintenant l'OCI soutient Mitterrand dès le premier tour. C'est à la fois une *trahison du trotskysme* et l'extension logique de leur politique antérieure. Quelle doit être l'attitude des révolutionnaires si le candidat unique du front populaire est membre d'un des partis ouvriers? "Voter pour lui" dit l'OCI, réduisant ainsi toute opposition à la collaboration de classe à une pure formalité. Dans la pratique, l'OCI s'aligne sur les staliniens et les sociaux-démocrates, au côtés de la bourgeoisie de gauche.

L'OCI présente sa position sur les élections dans un éditorial en première page intitulé "Pour un gouvernement des partis ouvriers, il faut: chasser l'UDR du pouvoir, arracher toutes les revendications, assurer la victoire du premier secrétaire du PS François Mitterrand." Le titre est en lui-même tout un programme. L'OCI poursuit:

"...l'UDR veut forcer la bourgeoisie... à appuyer Chaban-Delmas ou Messmer. ... Aider l'UDR (même inconsciemment) n'est pas notre tâche. Voilà pourquoi l'OCI ne présente pas de candidat. ... Il ne saurait donc être question pour les masses laborieuses de voter pour un quelconque candidat de la bourgeoisie. ...

"Nous disons: Mitterrand, appuyé par le PCF, est le candidat de l'Union de la gauche, du Programme commun, des cinq mesures "urgentes" proposées au régime par les partis de l'Union de la gauche. Nous n'avons aucune raison de soutenir le Programme commun ou d'affaiblir notre critique de l'Union de la gauche. Mais nous avons encore moins de raison d'aider Chaban, Giscard ou Messmer... Car, si nous accusons le PCF et le PS de faire alliance avec le parti bourgeois des radicaux de gauche, il s'ensuit que, à plus forte raison, nous appelons les masses laborieuses à chasser l'UDR, parti bourgeois, du pouvoir. Nous avons toujours fait une différence entre les organisations ouvrières (le PCF et le PS) et les partis bourgeois. Nous avons refusé, en 1965, d'appeler à voter Mitterrand, candidat de la formation bourgeoise de la Convention des institutions républicaines. Nous appelons à voter pour Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste.

- Informations Ouvrières, No. 652

L'éditorial de l'OCI conclut avec des formules qui rappellent curieusement la théorie de la révolution par "étapes":

"Les dirigeants du PCF, les dirigeants du PS, Mitterrand, se réclament de la politique du Programme commun. Mais, dans la situation actuelle, l'élection de Mitterrand est une étape nécessaire sur la voie de la lutte contre le capitalisme et l'Etat bourgeois. Il faut reconnaître ce fait: la victoire de Mitterrand ouvre la période de liquidation du gaullisme, et des institutions que le gaullisme a imposées à l'Etat bourgeois (que le premier secrétaire du Parti socialiste et avec lui G. Marchais le veuillent ou non)... La France aborde une période de crise révolutionnaire dans laquelle la victoire de Mitterrand constituerait une étape, certes, mais en aucune façon un résultat définitif. ...

"La lutte pour la victoire de Mitterrand, sa victoire, concentrent la lutte de classe au niveau du pouvoir. Avec la défaite de Chaban, Giscard, Messmer, etc., la liquidation du système bonapartiste dont la chute est inscrite, est, sans conteste possible, la condition première pour avancer dans la voie de la lutte pour un nouveau gouvernement, un véritable "gouverne-

ment populaire". ... Les travailleurs ont pour première tâche, dans l'immédiat, d'accomplir les pas pratiquement possibles: arracher les revendications et voter pour Mitterrand."

- Informations Ouvrières, No. 652

C'est de la vieille histoire. L'OCI dit très carrément, que bien que l'Union de la Gauche soit un front populaire, l'UDR n'en est pas moins l'ennemi "principal". Alors, votez pour le front populaire. Combien d'organisations bolchéviques sérieuses ont sombré dans le marais du réformisme en chantant cette chanson? La position de l'OCI dans ces élections n'est pas une question de théorie abstraite, mais bel et bien une trahison concrète de la classe ouvrière. Elle pourrait bien marquer un tournant décisif de l'OCI vers son absorption dans le flot du militantisme ouvrier en France, et son passage des contradictions du centrisme à des positions formellement centristes de droite, mais qui ne font que recouvrir de simples appétits réformistes. Cette position constitue un changement radical dans les positions de l'OCI, qui, rappelons-le, a présenté ses propres candidats au premier tour en mars 1973. S'en rendant compte, l'OCI essaie dans le même numéro d'IO du 10 au 18 avril de couvrir sa capitulation au front populaire par un article qui tente d'établir la continuité historique de sa position et qui introduit certaines propositions programmatiques—ce qui est chose rare dans les pages d'IO.

Il y a un peu plus de six mois, Pierre Lambert, parlant au nom du CC de l'OCI, attaquait l'Unidad Popular d'Allende dans les termes suivants:

"Camarades, en 1970, la classe ouvrière chilienne, emportée par un élan enthousiaste, impose un gouvernement qu'elle estime être son gouvernement. Tout de suite, Salvador Allende tente de rassurer. Il ne rassure personne. ...

"Hélas, il n'y a pas eu de révolution, ni violente ni non violente, mais il y a eu le coup d'Etat le plus sanglant qu'ait connu l'Amérique latine. ...

"Camarades, le bilan est là, sanglant, terrible. Il faut en tirer les leçons. L'Unité populaire a respecté la Constitution, Constitution qui garantit la propriété privée des moyens de production. L'Unité populaire a été respectueuse de l'Etat bourgeois, de l'armée, de la justice. ...

"La politique de l'Union de la gauche... [est une] politique identique à celle qu'Allende préconisait et faisait au Chili au nom de l'Unité populaire..."

- La Vérité, No. 562, octobre 1973.

Camarades de l'OCI, nous vous le demandons, vers quoi le gouvernement populaire de Mitterrand sera-t-il une étape, sinon vers le résultat de la "voie chilienne"?

Dans le *Manifeste* de l'OCI, écrit en 1967, on parle de la *tactique* du front unique de classe, en accord avec les quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste. Dans sa propagande, cependant, l'OCI n'a attribué qu'une place réduite à la lutte pour le parti d'avant-garde et pour le programme trotskyste, condition d'une unité véritable du prolétariat autour de ses intérêts historiques de classe. L'OCI a élevé le front unique à une stratégie plutôt qu'une tactique, liquidant ainsi le programme révolutionnaire dans une unité factice autour de la direction réformiste traître.

Comme Léon Trotsky l'a si souvent fait remarquer c'est précisément aux moments les plus critiques de

la lutte des classes que le besoin d'une avant-garde révolutionnaire indépendante et de son programme devient le plus pressant. C'était la position de Trotsky quand il fit sortir les Bolchéviques-Léninistes de la SFIO, en conséquence du pacte Laval-Staline, au moment où Staline "comprit soudain" le besoin pour la bourgeoisie d'avoir une défense nationale, et ordonna en conséquence au PCF de voter le budget. Trotsky écrivit à l'époque :

"Les centristes ont beau bavarder sur "les masses", c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'orientent. En répétant tels ou tels mots d'ordre révolutionnaire, Marceau Pivert continue à les subordonner au principe abstrait de l'"unité organique", qui se révèle en fait l'unité avec les patriotes contre les révolutionnaires.

"Au moment où la question de vie ou de mort pour les masses révolutionnaires est de briser la résistance des appareils social-patriotes unis, les centristes de gauche considèrent l'"unité" de ces appareils comme un bien absolu, situé au-dessus des intérêts de la lutte révolutionnaire. ...

"La condition de la victoire du prolétariat est la liquidation de la direction actuelle. *Le mot d'ordre de l'"unité" devient, dans ces conditions, non seulement une bêtise, mais un crime.* Aucune unité avec les agents de l'impérialisme français et de la Société des Nations"[c'est nous qui soulignons].

- P. Broué, éd., *Le Mouvement communiste en France*, p. 540.

Dans ses efforts pour répondre aux objections de ses propres militants, l'OCI se plaît à rappeler l'agitation que Trotsky faisait pour un front unique en octobre 1934, entendant par cela spécifiquement un gouvernement PC-PS (Blum-Cachin). Mais Trotsky opposait précisément cela à un front populaire comprenant les Radicaux, auxquels le PC commençait déjà à faire la cour. Et en ce temps-là, les BL étaient dans le Parti Socialiste. Autrement dit l'appel de Trotsky était un appel pour un front unique *de la classe* avec un pôle révolutionnaire! Trotsky n'a jamais voulu dire que le front unique consistait à réunir ensemble deux appareils réformistes par le sommet.

Dans l'Internationale Communiste de Lénine, le front unique était une tactique qui permettait à l'organisation d'avant-garde d'intervenir avec son propre programme révolutionnaire afin de *séparer* la base de sa direction réformiste sous la pression de la lutte des classes. Alors qu'auparavant l'OCI ne faisait que négliger cet aspect crucial du front unique, elle en vient maintenant à épouser son contraire : le front populaire!

SOUTIEN CRITIQUE A LA CANDIDATE DE L.O.—PAS DE SOUTIEN A MITTERRAND

Seule parmi les organisations ostensiblement trotskystes en France, Lutte Ouvrière présente son propre candidat au premier tour, en opposition à Mitterrand et au mouvement pour la candidature de Piaget.

"Le soutien des organisations révolutionnaires à la candidature de Piaget ne pourrait donc signifier qu'une chose: que le mouvement révolutionnaire se met à la remorque du PSU au moment même où celui-ci se met à la remorque de l'Union de la Gauche."

- *Lutte Ouvrière*, 9-15 avril 1974

Cependant la déclaration de LO ne fait pas men-

tion du front populaire et indique seulement qu'il faut que la voix des ouvriers révolutionnaires se fasse entendre dans ces élections, laissant ainsi la porte grande ouverte à un éventuel soutien à Mitterrand au second tour.

Bref, le raisonnement de LO est identique à celui de *Rouge* et des autres groupes qui essayent de recruter Piaget, ils ont simplement un autre candidat en tête : Arlette Laguiller. Le seul mérite du candidat LO est de représenter, du moins implicitement, la nécessité d'une alternative prolétarienne au front populaire, même déguisée en "nécessité pour les révolutionnaires de faire entendre leur voix." C'est précisément dans ces conditions qu'un soutien critique à LO devient non seulement possible, mais impératif.

LO capitulera sans doute devant le front populaire en votant pour Mitterrand au second tour. Il faut faire comprendre cela aux militants de LO. De plus, dans les 18 derniers mois LO a connu un certain nombre de scissions de camarades qui ont adopté des positions ultra-gauches et qui ont renoncé au trotskysme. On doit montrer aux camarades en opposition à l'intérieur de LO, comme ceux de l'ancienne tendance du *Bulletin Critique*, que c'est seulement si on mène une bataille sans relâche pour le programme révolutionnaire, que la ligne de classe grossièrement délimitée par LO, pourra servir à construire un véritable parti révolutionnaire. C'est seulement en apportant un soutien extrêmement critique à la candidature d'Arlette Laguiller que les révolutionnaires pourront poser les questions programmatiques qui permettront aux militants de LO de se frayer un chemin vers le programme du trotskysme authentique et ayant évité tous les pièges du gauchisme, ils pourront survivre politiquement pour voir leurs positions actuelles se balancer au bout de la corde du soutien critique.

La seule attitude révolutionnaire à avoir envers le front populaire, est un refus total de soutien. Les trotskystes français auraient-ils fait voter leurs militants pour Allende alors qu'il conduisait la classe ouvrière au massacre? Tout comme l'ont fait les bolchéviques avec les menchéviques et les social-révolutionnaires, nous devons exiger des partis ouvriers réformistes qu'ils rompent avec la bourgeoisie et qu'ils prennent le pouvoir dans leurs propres mains. Pardessus tout nous devons lutter sans relâche pour le programme révolutionnaire, que le Parti trotskyste incarne.

Ni LO ni aucune organisation ostensiblement trotskyste en France n'a encore dit clairement ce qu'il faut dire de toute urgence aux ouvriers : Mitterrand est le candidat du front populaire. Le gouvernement de l'Union de la Gauche n'est pas un gouvernement ouvrier. Ce n'est pas un progrès par rapport au gouvernement direct des partis bourgeois et ce n'est qu'une manoeuvre de la bourgeoisie en attendant qu'elle renfloue ses agents plus directs. "Les fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne" (Trotsky, *le Programme de Transition*).

PAS DE SOUTIEN AUX FRONTS POPULAIRES!

**POUR LA RENAISSANCE DE
LA IV^e INTERNATIONALE!**

(suite de la page 8)

...journal de masse

qui s'imposent: la rupture d'avec Blum et Ziromsky, la création d'un parti nouveau et d'une nouvelle Internationale. Sans cela tous les mots d'ordre "révolutionnaires" deviennent nuls et non avenues. Au point où elle en est, l'agitation de Pivert est une sorte d'opium pour les ouvriers révolutionnaires. Pivert veut leur enseigner que l'on peut être pour la lutte révolutionnaire, pour "l'action révolutionnaire" (pour citer une phrase à la mode), tout en restant en bons termes avec la canaille chauvine. Tout dépend du "ton," voyez-vous? C'est l'air qui fait la chanson. Si le tigre roucoulait comme une colombe, le monde entier serait enchanté. Mais nous, dans le langage cru qui est le nôtre, nous devons dire que les *leaders* de la "Gauche Révolutionnaire" démoralisent et prostituent la conscience révolutionnaire.

Je vous le demande: si nous renoncions aux mots d'ordre qui sont dictés par la situation objective et qui constituent l'essence même de notre programme, en quoi donc nous différencierions-nous des pivertistes? En rien. Nous ne serions que des pivertistes de deuxième classe. Or, si les masses devaient faire un choix entre des pivertistes, elles préféreraient sans doute la première classe à la deuxième.

4) Je prends à partie le court appel imprimé dans *La Commune*—organe d'action (?) révolutionnaire (?). Ce document nous fournit la démonstration frappante (que ses auteurs étaient loin de vouloir faire) de certaines idées exprimées plus haut. "*La Commune* parlera le langage des usines et des champs. Elle dira la misère qui y règne, elle traduira leurs passions et elle incitera à la révolte." Ce sont des intentions très louables, mais les masses connaissent parfaitement leur propre misère et leur envie de révolte (étouffée par les appareils patriotiques avec l'aide des pivertistes). Ce que les masses exigent d'un journal, c'est "un programme clair et une direction correcte." Mais c'est justement sur ce point que l'appel est des plus silencieux. Pourquoi? Parce qu'il entend cacher ses idées plutôt que de les exprimer. Il accepte la recette des SAPistes (centristes): cherchez la ligne de moindre résistance; ne dites pas ce qui est. Le programme de la Quatrième Internationale, c'est pour "nous," les grosses légumes de la direction. Et les masses? Qu'est-ce que c'est que les masses? Elles peuvent bien rester là, satisfaites, avec un quart ou un dixième même du programme. Nous qualifions cette mentalité d'opportunisme aristocratique. C'est en même temps une attitude aventuriste très dangereuse, camarades! Ce n'est pas celle des marxistes.

Nous trouvons dans l'appel, après la phrase citée, un certain nombre de réminiscences historiques: "Fils et petits fils des combattants de la Croix Rousse, de ceux qui élevèrent les barricades de juin 1848, des communards de 1871, *La Commune* vous dit," etc. (suit une rhétorique à la Madeleine Paz). Je me demande vraiment si les masses en révolte ont besoin de réminiscences littéraires et de rhétorique plutôt creuse, déguisées en programme.

Mais voici où la partie la plus importante

commence: "*La Commune* ne va pas s'ajouter à la multiplicité des tendances dans le mouvement ouvrier." Quel dédain souverain à l'égard de la "multiplicité" des tendances existantes! Qu'est-ce que cela veut dire? Si toutes les tendances ont tort ou sont insuffisantes, on doit en créer une nouvelle, la vraie celle-là, et correcte. S'il y a de vraies et de fausses tendances, alors les ouvriers doivent apprendre comment les distinguer les unes des autres. On doit faire appel aux masses pour joindre la tendance correcte et lutter contre la mauvaise. Mais non, les initiateurs de *La Commune*, un peu à la façon de Romain Rolland, se placent au-dessus de la bataille. Une telle façon d'agir est absolument indigne de marxistes.

Après quoi un certain nombre de noms est publié afin de particulariser, très peu toutefois, la physionomie complètement vague du nouveau journal. Je laisse de côté mon propre nom que *La Commune* cite sans la moindre justification. Etant parmi les vivants, j'é puis au moins me défendre. Mais les autres, nos maîtres à penser communs, les vrais leaders du socialisme révolutionnaire? Hélas, ils sont sans défense. L'appel cite Marx et Blanqui. Qu'est-ce que cela signifie? Veulent-ils créer une nouvelle "synthèse" du marxisme et du blanquisme? Comment les masses se dépêtreront-elles de la combinaison de ces deux noms? Un peu plus loin, l'on retrouve Lénine. Mais les staliniens le citent aussi. Si vous n'expliquez pas aux masses que vous êtes contre la tendance stalinienne, elles auront à préférer l'*Humanité* à *La Commune*. Cette association de noms n'explique rien. Elle ne fait qu'étendre et approfondir l'équivoque.

Nous arrivons finalement au coeur du problème: "Des militants appartenant à plusieurs tendances, ont lancé *La Commune*, pour la levée d'une grande armée de communards." Qu'est-ce donc que cet équipage inconnu de "tendances variées" inconnues, anonymes? Quelles tendances sont impliquées? Pourquoi sont-elles (toujours dans l'incognito) groupées en dehors de et contre d'autres tendances? Créer "une grande armée de communards" est un but louable en soi. Mais il ne faut pas oublier que cette armée, une fois créée (1871) eut à subir une effroyable catastrophe parce que cette armée magnifique n'avait ni programme ni direction.

Pour conclure: L'appel aurait pu être écrit par Marceau Pivert (en collaboration avec Madeleine Paz) sauf pour un point: le nom de l'auteur de ces lignes. Mais quant à moi, je le répète, je suis implacablement opposé à cet appel équivoque et anti-marxiste.

5) L'adhésion du GBL à la SFIO s'est avérée absolument correcte. C'était un pas en avant. Le congrès de Mulhouse fut le point de mire de l'influence des Bolchéviques-Léninistes dans la SFIO. Il était nécessaire de comprendre que nous avions atteint les limites de nos possibilités à l'intérieur du parti Socialiste (au moins pour les adultes). Il était nécessaire d'utiliser l'autorité nouvellement gagnée et fraîche, pour influencer des éléments nouveaux et vierges en dehors du Parti Socialiste dont la composition sociale est lamentable. C'est cette suggestion que j'ai exprimé dans une lettre, publiée depuis dans un bulletin interne du GBL (No. 6 lettré du 10 juin) et dont je me permets de recommander la re-lecture aux camarades en rapport à

la présente lettre. De passage à Paris, j'ai rencontré plusieurs camarades fortement opposés à l'idée du nouveau tournant, particulièrement parmi les futurs promoteurs de la commune. Ces camarades avaient commencé à prendre goût à leur activité dans les cercles réformistes et centristes, et espéraient pouvoir encore continuer à faire des progrès. C'était une erreur. Ils ont perdu inutilement du temps et des forces, au lieu de prendre exemple sur la jeunesse, dont l'orientation était plus correcte, parce que dirigée vers les jeunes ouvriers en dehors du Parti Socialiste.

Vinrent les expulsions de Lille. Pour ma part, j'ai considéré cela comme un acte de libération, parce qu'elles exprimaient une réalité: *L'impossibilité de futures activités fructueuses dans les rangs de la SFIO*, surtout à l'approche de la guerre et de la fusion avec les stalinien. Le fait de l'expulsion était si éloquent, qu'il semblait qu'il nous dispenserait de toute discussion quant à la direction à prendre. Il fallait lancer une offensive vigoureuse et implacable contre ceux qui nous excluaient, non pas parce qu'ils provoquaient la scission (ça, ce sont les inepties de Pivert), mais surtout parce qu'ils sont les valets de l'impérialisme français. En même temps, il fallait critiquer ouvertement Pivert puisqu'il avait pris la place de Ziromsky en couvrant l'aile gauche du Front Populaire. Il fallait développer le programme des *comités d'action*, s'opposer à la collaboration avec les radicaux et proclamer ouvertement la nécessité de préparer un *nouveau parti* pour sauver le prolétariat et sa nouvelle génération. Au lieu de cela, le groupe "La Commune" a cherché avant tout à gagner la sympathie de la "Gauche Révolutionnaire" par des manœuvres personnelles, des combines de couloirs et par dessus tout, en abandonnant nos mots d'ordre et notre critique des centristes. Marceau Pivert a déclaré il y a deux ou trois mois, que la lutte contre le "trotskysme" est le signe d'une tendance réactionnaire. Mais aujourd'hui c'est lui-même, mené par les SAPistes, qui représente cette tendance réactionnaire. *"La Gauche Révolutionnaire" est devenue l'obstacle le plus immédiat et le plus dangereux au développement de l'avant-garde révolutionnaire.* C'est ce qu'il faut proclamer ouvertement et partout, c'est-à-dire tout particulièrement dans un journal de masse. Mais le groupe "La Commune" est allé si loin dans sa romance avec les Pivertistes que l'on est obligé de se demander si ces camarades sont toujours avec nous ou bien s'ils ont rallié la position des centristes. Car c'est là que l'on se retrouve quand on jette par-dessus bord les principes et que l'on s'adapte plus longtemps que nécessaire à l'appareil réformiste et à ses valets centristes.

6) Nous sommes en droit de nous demander: et *Révolution*? C'est n'est pas l'organe de notre tendance non plus. Nous y participons, cependant. C'est juste, mais *Révolution* est l'organe d'une *organisation que tout le monde connaît*: l'Entente de la Jeunesse. Le journal est mené par deux tendances qui se rapprochent, et qui inévitablement fusionneront. C'est précisément ce fait qui détermine le caractère progressiste de la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire: qu'ils se tournent vers les Bolchéviques-Léninistes et non point vers la "Gauche Révolutionnaire." (L'adhésion épisodique du camarade Zeller à la "GR," après ce qui s'était passé, était une erreur dont

"La Commune" doit partager la responsabilité.)

Révolution est un organe vivant, qui bouge et qui peut devenir l'organe de la jeunesse prolétarienne. Pour accomplir cette tâche, cependant, *Révolution* doit, non pas tomber dans l'obscurité de la confusion de *La Commune*, mais concrétiser ses positions, c'est-à-dire, accepter définitivement les mots d'ordre Bolchévique-Léninistes.

7) *La Vérité* est une nécessité absolue. Mais elle doit se libérer des influences centristes qui ont abouti à l'appel de *La Commune*. *La Vérité doit reprendre ses luttes, retrouver son intransigeance. L'objet le plus important de ses critiques est le pivertisme, qui s'oppose au léninisme et est ainsi devenu par sa propre caractérisation, une tendance réactionnaire.*

8) Je ne veux pas analyser dans cette lettre, les méthodes extraordinaires utilisées par le groupe "La Commune" vis-à-vis de sa propre tendance, nationale et internationale. C'est une question très importante mais néanmoins secondaire quand on la compare à celle du programme et de la bannière.

J'espère, chers camarades, que vous avez les possibilités les plus grandes devant vous. Vous allez au moins recueillir les fruits de vos efforts à partir de maintenant, mais à une seule condition: ne pas permettre une confusion de tendance, d'idées ou de bannières; de pratiquer l'intransigeance léniniste plus que jamais et de vous orienter ouvertement et vigoureusement vers le nouveau parti et la Quatrième Internationale.

Trotsky

ABONNEZ-VOUS

**Workers Vanguard—
avec Spartacist**

50 F. par an (par avion)—24 numéros

Young Spartacus

10 F. par an (par avion)—6 numéros

Women and Revolution

15 F. par an (par avion)—4 numéros

nom _____

adresse _____

Spartacist/Box 1377, GPO/New York/NY 10001/USA

Qu'est-ce qu'un Journal de Masse?

par LEON TROTSKY

[Cet article ne figure malheureusement pas dans le livre édité par P. Broué, Le Mouvement communiste en France. N'ayant pas accès à la version originale, nous l'avons traduit de la version anglaise paru dans les oeuvres de Trotsky, Writings 1935-36, p. 58-60]

30 novembre 1935

Aux membres du Groupe Bolchévique-Léniniste:

Je viens d'apprendre que ma lettre au Bureau Politique, à propos du nouveau "journal de masse" a été lue à la réunion générale. Je ne puis que me réjouir si elle a réussi à clarifier un tant soit peu la situation. Je me suis tout d'abord adressé au Bureau Politique dans l'espoir que la question pourrait être résolue sans autre discussion, sur les bases déterminées par le dernier congrès national. Ce qui s'est passé (en fait) c'est que ceux qui ont lancé *La Commune*, après avoir pris cette initiative en dehors de l'organisation, et d'ailleurs contre l'avis de l'organisation nationale et internationale, ont décidé d'ouvrir la discussion une fois le fait accompli. Dans de telles circonstances il ne serait peut-être pas inutile que je développe d'une manière plus précise les suggestions et critiques contenues dans ma lettre au Bureau Politique.

1) Qu'est-ce qu'un "journal de masse"? La question n'est pas nouvelle. On peut dire que l'histoire entière du mouvement révolutionnaire a été pleine de controverses à ce sujet. C'est le devoir élémentaire du mouvement révolutionnaire de rendre son journal politique aussi accessible que possible aux masses. C'est une tâche qui ne peut être accomplie *efficacement* que si elle est fonction de la croissance de l'organisation et de ses cadres dont le devoir est de préparer les masses pour la lecture du journal puisqu'il ne suffit évidemment pas de qualifier une publication de "journal de masse" pour que les masses l'acceptent comme telle. Mais assez souvent, l'impatience révolutionnaire (qui se transforme facilement en impatience opportuniste) mène à la conclusion suivante: les masses ne viennent pas à nous parce que nos idées sont trop compliquées et nos mots d'ordre trop avancés. Il est donc nécessaire de simplifier notre programme, d'alléger nos mots d'ordre, en un mot, de lâcher du lest. Cela signifie essentiellement: nos mots d'ordre doivent correspondre, non pas à la situation objective, non pas à la relation des classes analysée selon la méthode marxiste, mais doivent correspondre à des appréciations subjectives (extrêmement superficielles et inadéquates) de ce que les masses sont capables ou non d'accepter. Mais quelles masses? La masse n'est pas homogène. Elle se développe. Elle sent la pression des événements. Elle acceptera demain ce qu'elle refuserait aujourd'hui. Nos cadres éclaireront la voie avec le succès croissant de nos idées et de nos mots d'ordre qui apparaissent dans toute leur justesse parce que confirmés par la marche des événements et non pas

par de quelconques appréciations personnelles et subjectives.

2) Un journal de masse se distingue d'une revue théorique ou d'un organe de cadres, non point par ses mots d'ordre mais par la manière dont ceux-ci sont présentés. Le journal des cadres développe pour ses lecteurs tous les processus de l'analyse marxiste. Le journal de masse ne fait qu'en présenter les résultats tout en s'appuyant sur l'expérience immédiate des masses elle-mêmes. *Il est bien plus difficile d'écrire d'une façon marxiste pour les masses qu'il ne l'est pour les cadres.*

3) Supposons un instant que le GBL consente à simplifier notre programme, à renoncer au mots d'ordre pour un parti nouveau, pour la Quatrième Internationale, à renoncer à critiquer implacablement les social-patriotes (en les nommant explicitement), à renoncer à critiquer systématiquement la "Gauche Révolutionnaire" et Pivert personnellement. Je ne sais pas si ce journal deviendrait, avec l'aide d'une baguette magique, un journal de masse. J'en doute. Mais de toute façon, il deviendrait un journal *SAPiste ou Pivertiste*. L'essence de la tendance Pivert n'est que cela: accepter les mots d'ordre "révolutionnaires," mais ne pas en tirer les conclusions

(suite page 6)

SPARTACIST

édition française no. 6

à paraître
le 15 mai 1974
prix: 2 F

Numéro Spécial sur le Secrétariat "Unifié"

- Unité factice au 10^e Congrès
- Vers une histoire critique de la Ligue Communiste
- Déclaration de la Tendance Révolutionnaire Internationaliste
- Appel au 10^e Congrès
- Manifestation du 21 juin

pour toute commande:
SPARTACIST PUBLISHING CO.
Box 1377 GPO, New York, N.Y. 10001